

Ndayishimiye, l'An 1 : auto-satisfecit d'un côté et bilan mitigé de l'autre

RFI, 18/06/2021 Burundi : un an après son accession au pouvoir, quel bilan pour le président Evariste Ndayishimiye ? Au Burundi, le président Evariste Ndayishimiye célèbre ce 18 juin le premier anniversaire de son accession au pouvoir par une croisade religieuse de trois jours à Gitega, au centre du pays. La présidence a dressé un bilan élogieux de cette première année ; à la société civile, elle, se montre plus réservée.

La croisade religieuse à Gitega, au centre du pays, s'étend sur trois jours. Des festivités qui rassemblent toutes les plus hautes autorités du pays, selon une tradition héritée de Pierre Nkurunziza, dont il y a un an. La même fièvre religieuse, des prières et des chants devant les mêmes personnalités... Seul changement cette année, c'est désormais Evariste Ndayishimiye qui mène la revue devant la chorale présidentielle. Des motifs de satisfaction Il s'agit, officiellement, de remercier le Bon Dieu pour une année qui a permis au Burundi de tourner la page de la crise de 2015 et de se tourner vers le développement. Premier motif de satisfaction en effet pour le pouvoir burundais : le pays sort peu à peu de l'isolement dans lequel il s'était enfoncé au cours du troisième mandat du président défunt. Depuis sa prestation de serment, Evariste Ndayishimiye a déjà visité neuf pays africains depuis son accession au pouvoir, il s'est engagé dans un processus de normalisation avec le Rwanda voisin et depuis février, des discussions sont en cours avec l'Union européenne et ses États membres en vue de la levée des sanctions budgétaires en place depuis six ans. Sur le plan intérieur, Gitega estime avoir tourné la page de la crise de 2015. Ses services de communication l'assurent : agriculture, élevage, jeunesse, justice ou encore droits de l'homme... C'est une véritable révolution qui est en marche aujourd'hui. Le président Ndayishimiye, qui a hérité d'un pays classé depuis 2020 le plus pauvre du monde selon la Banque mondiale, a fait du « développement économique et lutte contre la corruption », ses premières priorités. Son mot d'ordre : « que chaque bouche ait à manger et chaque poche, de l'argent. » Encore au stade « des promesses » De « simples slogans jusqu'ici », estiment aujourd'hui des ONG internationales ou locales. Tout cela ne convainc guère la société civile qui parle d'un bilan très mitigé. Libération de journalistes de Iwacu, grâce présidentielle pour des milliers de prisonniers, un peu moins de répression policière, un renouveau dans la lutte contre la corruption, Human Rights Watch concède « quelques gestes positifs ». « Il y a une lueur d'espoir », confirme Gabriel Rufyiri, le président de l'Olucome, une ONG qui lutte contre la corruption. « Mais le président Evariste Ndayishimiye doit pour cela traduire en actes ses nombreuses promesses. » De plus, de graves violations des droits humains continuent de se commettre au Burundi. « Il a fait quelques gestes positifs, mais un vrai changement n'a toujours pas été effectué au Burundi, particulièrement en termes d'exécutions extra-judiciaire, les exactions contre les opposants... », indique le directeur Afrique centrale de HRW, Lewis Mudge. Manque de devises, flambées des prix et autres pénuries de produits de première nécessité... « Cela va de mal en pis » au Burundi, regrette Gabriel Rufyiri. « La situation s'est aggravée. Le taux de croissance économique de l'an passé est de -3,2% ; plus de 50% de la population vit en dessous du seuil de pauvreté ; le taux de chômage chez les jeunes est de plus de 65%. » En cause selon l'Olucome, la crise née du Covid-19, à laquelle il faut ajouter des facteurs internes telles que la mauvaise gouvernance et le fait que le gouvernement n'en est encore aux « seules promesses ».

À

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});